RETRO RETRO

Le bureau de la Fédération des travailleurs du sous-sol déclare, devant le pays tout entier, qu'il prend l'engagement d'honneur d'atteindre, avant le printemps 1946, la production charbonnière d'avant guerre, voire même de la dépasser, à la condition qu'on lui fasse confiance et qu'on lui donne les moyens d'agir.

(Extrait de la résolution adoptée par le bureau fédéral dans sa réunion du 11 octobre 1945.)

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURES
REDACTEUR EN CHEF (1928-1937) VAILLANT-COUTURIER
DIRECTEUR : MARCEL CACHIN SENATEUR DE LA SEINE

MARDI 16 OCTOBRE 1945

Tirage du 14 octobre : Numéro ordinaire : 387.432 Numéro spécial : 835.000

ADRESSE : 18, RUE D'ENGHIEN, PARIS-Xe
Téléph. : PROv 15-21 Chèque postal : 24-18
Inter : PROv 93-60
42e ANNEE (nouvelle série) N° 368 2 FRANCS

APRÈS UNE ULTIME COMÉDIE

LAVAL a été exécuté

HIER, A MIDI 30 A LA PRISON DE FRESNES

Comédie jusqu'au bout ! Hier matin, au moment où le procureur général Mornet vient lui annoncer son exécution prochaine, Laval absorbe le contenu d'un sachet de poison.

Heureusement, l'administration a prévu cette éventualité, nous dit l'Agence France-Presse, et a délégué plusieurs médecins sur les lieux. Il est 8 h. 45 ; trois heures après, Laval est sur pied. Mais si l'administration avait tout prévu, elle aurait pu peut-être se donner la peine de fouiller le condamné ; il possédait, paraît-il, ce poison depuis un an. Cet incident prouve donc que Laval n'a jamais été fouillé, qu'il a bénéficié d'un régime de faveur. Qui est responsable ?

C'est encore l'A.F.P. qui raconte : « Dès qu'il eut complètemnet retrouvé son équilibre, Laval fut extrêmement calme. Il a semblé à de nombreux témoins qu'il essayait de tergiverser et de retarder au maximum la minute dernière. »

En raison de l'incident du poison, l'exécution prévue au fort de Châtillon a eu lieu à la prison même de Fresnes. A midi 30, le traître était passé par les armes.

N'oublions cependant pas que Laval n'était que le numéro deux de la trahison ; le condamné à mort Pétain se porte toujours bien ; Esteva s'est retiré au couvent. Quant à Dentz, condamné à mort le 21 avril, il se vante de mener « une vie agréable » en prison. Un journal du soir affirmait hier qu'il assistait à la tentative d'empoisonnement de Laval !

« Pétain n'a pas seulement commis les plus funestes erreurs... Il s'apparie à Laval. »

(PERTINAX, Les Fossoyeurs)

Exécution du jugement rendu contre Pétain !

LA "non-intervention" en Espagne

PAR **André MARTY**
secrétaire du P.C.F.

DANS un article du *Populaire*, le citoyen Léon Blum reconnaît que, durant la guerre d'Espagne (1936-1939), le Parti Communiste Français n'a jamais demandé une intervention militaire française en Espagne — comme on nous en accusa alors — mais simplement la liberté du commerce.

Dont acte.

Mais le citoyen Blum apporte ensuite différentes assertions qu'il est nécessaire de réfuter.

En effet, contrairement à ce qu'écrit le citoyen Blum :

1° Jamais le gouvernement français n'a fourni d'armements à l'Espagne républicaine de 1936 à 1939 ;

2° Le gouvernement français, présidé par Léon Blum, a autorisé, fin juillet 1936, le passage en France de *cinq wagons de munitions* allant de Barcelone à Irun. Mais il les a bloqués à Hendaye, à 100 mètres de la frontière, pendant quinze jours, jusqu'à la chute d'Irun. (Ce fait fut dénoncé vigoureusement à Santiago-du-Chili, le 15 octobre 1938, par le citoyen Prieto, ancien ministre de la Défense, membre du Parti socialiste espagnol.) ;

3° Un traité de commerce franco-espagnol signé en 1935 faisait une obligation à l'Espagne d'acheter en France toute fourniture de matériel de guerre dont elle aurait besoin.

Dès juillet 1936, le gouvernement français, présidé par Léon Blum, a systématiquement refusé d'exécuter cette clause stipulée sur demande française ;

4° Le seul matériel de guerre de valeur qui soit parvenu en Espagne républicaine venait d'Union Soviétique. Toutefois, à partir de 1938, le peu de matériel débarqué dans les ports français était bloqué de trois semaines à trois mois ; cela permettait à Hitler et à Mussolini d'envoyer pendant ce temps, par mer et par air, une quantité de matériel triple ou quadruple, après quoi seulement le transit pour l'Espagne républicaine était autorisé par le gouvernement français ;

5° La non-intervention pratiquée par les différents gouvernements français de 1936 à 1939 s'est caractérisée par l'autorisation du *libre passage* par mer et par air aux troupes et au matériel fascistes et nazistes.

L'enquête officielle menée par le général de l'air Denain, sur l'atterrissage forcé de trois avions italiens en Oranie, fin juillet 1936, a démontré qu'il s'agissait d'avions militaires armés montés par des équipages militaires italiens et se rendant au Maroc espagnol.

En dépit du rapport précis du général Denain, la présidence du Conseil a cependant systématiquement déclaré qu' *« il n'existait aucune preuve de l'envoi de matériel italien et allemand en Espagne »* ;

6° Le 14 mars 1938, au lendemain même du jour où s'installa le second gouvernement Blum, l'ambassadeur français à Barcelone demanda au président du Conseil Negrin de capituler devant Franco, dont les troupes marchaient sur Barcelone. Il a même offert ses bons offices pour négocier la reddition. Le gouvernement de la République espagnole a repoussé cette offre infâme de capitulation qui exprimait déjà l'esprit de Munich — et 300.000 travailleurs barcelonais l'ont approuvé en défilant le même jour sous les fenêtres du Conseil des ministres, derrière ces pancartes : « L'Espagne n'est pas l'Autriche ! » ; « Plutôt mourir debout que vivre à genoux ! ». Et l'Espagne républicaine a tenu victorieusement plus d'un an, livrée seulement par la trahison ;

7° En dépit de l'attitude ennemie des gouvernements français de 1936 à 1939 à l'égard de la démocratie espagnole, favorisant contre elle les impérialistes fascistes de Berlin et de Rome, l'armée de Catalogne, commandée par le général Modesto, et son arrière-garde, le Ve corps d'armée, dont les chefs étaient le glorieux colonel Lister et le commissaire Alvarez Santiago (aujourd'hui condamné à mort à Madrid) a *ramené en France tout son matériel au lieu de le détruire*, au prix d'efforts inouïs et de grands sacrifices. Son matériel de D.C.A., d'origine soviétique, était nettement supérieur à celui de l'armée française. *Ce matériel remis aux autorités françaises a été renvoyé trois mois après à Franco et à son conseiller le général hitlérien von Faupel* par le gouvernement français.

Ainsi, l'attitude du gouvernement français de 1936 à 1939 à l'égard de l'Espagne républicaine a été celle d'un gouvernement qui a favorisé Hitler et Mussolini contre la Démocratie espagnole, donc contre la sécurité de la France.

Or il n'y a plus de doute aujourd'hui : il était possible d'empêcher l'intervention hitlérienne et mussolinienne en Espagne en appliquant les principes de la sécurité collective clairement exprimés dans le fameux télégramme envoyé mi-octobre 1936 à José Diaz, député de Madrid, secrétaire général du Parti communiste espagnol, par le président du Conseil Staline : « La Cause de l'Espagne républicaine est celle de toute l'Humanité avancée et progressive. »

L'application de ce principe a été réclamée sans cesse par l'Union Soviétique et nettement exprimée par les multiples propositions du gouvernement soviétique, en particulier par celles de Litvinov à Genève, et notamment à la Conférence de Nyons. Or, *le maréchal von Keitel*, ancien commandant en chef de la Wehrmacht, et d'autres généraux hitlériens viennent de reconnaître devant le tribunal des criminels de guerre de Prague, que *« l'Allemagne n'était pas prête à la guerre au moment de Munich, fin septembre 1938 ». Elle l'était donc encore moins en* 1936-37.

Juillet 1936, en face d'une alliance britannique, française, tchèque et soviétique, elle eût reculé et Hitler se fût discrédité !

Mais la crainte du peuple et la haine de l'Union Soviétique ont toujours fait espérer à nos gouvernants munichois avant Munich qu'avec quelques « cadeaux » ils pourraient lancer Hitler sur l'Union Soviétique. Et voilà pourquoi ils lui ont successivement livré l'Autriche, l'Espagne, la Tchécoslovaquie et, par la drôle de guerre, la France.

A l'heure où le plus grand champion de cette politique, Laval, vient de payer son crime contre la France, on aurait pu espérer que le citoyen Léon Blum n'oserait plus tenter de la justifier.

100.000 Stéphanois ont applaudi dimanche Maurice THOREZ

La Fédération de la Loire lui remet 5.300 adhésions nouvelles

A Saint-Etienne, au cours de la grande kermesse organisée, dimanche, par la Fédération de la Loire du Parti Communiste Français, Maurice Thorez a pris la parole devant 100.000 personnes.

Longuement acclamé, il a montré la force du Parti communiste qui, aussi bien par le nombre de voix obtenues aux élections, que par le nombre de ses adhérents, est le premier parti de France.

Maurice Thorez a félicité les mineurs de la Loire qui ont atteint leur production d'avant guerre, travaillant ainsi à la renaissance de la France.

Il a demandé que les Allemands compensent les dommages qu'ils ont causés.

Il a réclamé le châtiment des traîtres et la mise hors d'état de nuire des trusts dont le maintien est un danger pour la Patrie.

Il a conclu, sous de véritables ovations, en invitant tous les républicains à voter « OUI » à la première question et « NON » à la deuxième question du referendum.

A l'issue de la réunion, la Fédération de la Loire lui a remis 5.300 adhésions, dont celles d'une vingtaine de militants socialistes.

Plus de 10.000 à Nevers

Samedi, à Nevers, Maurice Thorez a fait acclamer les mots d'ordre du Parti communiste par plus de 10.000 auditeurs.

(Voir en 2e page le compte rendu des meetings électoraux.)

SOUS LES ACCLAMATIONS ENTHOUSIASTES SALUANT LA DÉLÉGATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

avec **MAURICE THOREZ** à sa tête

JACQUES DUCLOS

a soutenu le programme de défense des classes moyennes devant **45.000** commerçants et artisans au VEL' D'HIV'

ANDRE MARTY

a exposé comment faire aboutir les revendications des "services publics" devant **30.000** travailleurs massés GYMNASE JAPY et aux abords

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. 16-X-1945 IMPRIMÉS

DANS LES DEUX ASSEMBLEES LA FOULE SCANDE OUI et NON !

LA vaste enceinte du Vélodrome d'Hiver était trop petite pour contenir les 45.000 commerçants et artisans réunis à l'appel de la Confédération générale du commerce et de l'artisanat. Des milliers de personnes furent contraintes de rester dehors.

Au-dessus de la tribune tendue de tricolore une large banderole se détache, on y lit une des revendications principales : *« Suppression des Comités d'organisation et de la C.A.R.C.O. »*

Sur le pourtour de l'immense nef on *distingue : « La masse unie des commerçants et artisans écrasera les trusts », « Les commerçants veulent une Assemblée constituante souveraine. »*

Le meeting est placé sous la présidence de M. *Richard*, président de la Confédération générale du Commerce et de l'Artisanat, assisté de tous les dirigeants des grandes Fédérations corporatives.

Les délégations des partis invités sont également désignées au bureau. Leurs noms sont accueillis dans le silence; lorsque ceux de la délégation communiste sont appelés, les applaudissements fusent et se terminent par une ovation lorsqu'est prononcé le nom de *Maurice Thorez*.

(SUITE EN 2e PAGE, 4e COLONNE)

POUR la revalorisation des traitements, salaires et retraites, et une indemnité provisionnelle immédiate de mille francs par mois, un meeting monstre s'est tenu hier à Japy, à l'appel de l'Intersyndical des Services Publics de la région parisienne.

La salle n'a pu contenir les manifestants venus au nombre de 30.000, et qui s'étaient massés dans les rues avoisinantes, et jusqu'à la place Voltaire.

L'arrivée de la délégation communiste conduite par Maurice Thorez, Jacques Duclos, André Marty et Marcel Cachin a été saluée par de longues acclamations.

C'est *Eugène Hénaff*, secrétaire général de l'Union des Syndicats de la région parisienne qui préside cette belle assemblée, assisté de Beaudoin, secrétaire de l'Intersyndical et de tous les secrétaires de syndicats groupés par celui-ci.

(SUITE EN 2e PAGE, 6e COLONNE)

Jacques DUCLOS, à la tribune du Vél' d'Hiv', est écouté très attentivement et fréquemment applaudi

Assassinat d'un directeur d'institution libre

Ex-propriétaire d'une écurie de courses, docteur en médecine, M. Messner Gunther, Allemand d'origine, porteur d'une autorisation de séjour valable jusqu'au 19 novembre prochain, était directeur d'une institution de préparation au baccalauréat au 3, rue Cimarosa.

Séparé de sa femme, qui avait été internée pour faits de collaboration, le directeur rentrait fréquemment la nuit avec de nouveaux pensionnaires.

A 9 heures du matin, le concierge de l'établissement découvrait le cadavre de M. Messner étendu dans l'appartement. La victime avait des mœurs spéciales.

Il tue son rival, sa femme et son enfant

A Marcelcave (Somme), André Lefèbure a poignardé son rival, puis sa femme, mère de quatre enfants, qui l'avait quitté. Il a ensuite tourné son arme contre le plus jeune de ses fils, âgé de trois mois, qui reposait dans son berceau, et la lui a plongée dans le cœur.

Le misérable a ensuite tenté de se donner la mort, mais sa main avait moins de fermeté que pour frapper ses victimes, car ses blessures sont sans gravité.

Reconnaissance du gouvernement autrichien par les Etats-Unis

Le gouvernement américain a décidé de reconnaître le gouvernement autrichien du docteur Renner.

Cette décision a été prise à la suite de la promesse faite par le gouvernement de Vienne de procéder à des élections avant la fin de l'année, conformément aux récentes recommandations de la Commission de contrôle interalliée en Autriche.

FEMMES, unissez-vous pour assurer le triomphe d'une véritable démocratie

s'écrie **Jeannette VERMEERSCH**
membre du Comité central du P.C.F.
dans l'allocution qu'elle a prononcée hier à la radio

Françaises,

Le 21 octobre prochain, vous allez voter. C'est un acte grave et qui demande réflexion, car il s'agit de décider si quelque chose changera, si nous aurons une Assemblée souveraine qui appliquera les mesures propres à assurer le redressement du pays, le soulagement des misères, l'apaisement des souffrances, la sécurité de la France pour de longues années.

Au seuil de ce septième hiver, les mamans sont soucieuses pour la santé de leurs petits qui sont sous-alimentés depuis de si longues années. Elles sont inquiètes quant à l'avenir de leurs grands enfants. Le nombre trop restreint d'écoles professionnelles et, parallèlement, l'étalage d'une vie facile par le marché noir, la corruption, créent un danger permanent pour la jeunesse.

Dans un pays comme le nôtre, qui a besoin de nombreux enfants, la sécurité de nos petits n'est pas suffisamment assurée.

(SUITE EN 2e PAGE, 1re COLONNE.)

Les treize millions sont dépassés à la souscription électorale

(Voir en 2e page le détail de la 53e liste.)

"L'enfance, notre plus doux espoir" (VII)

(L'abondance des matières nous oblige à ajourner l'enquête de Germaine VIGNERON.)

Les militaires soviétiques voteront

Moscou, 15 octobre. — Le Conseil des commissaires du peuple vient de promulguer le décret suivant : *Les militaires soviétiques servant à l'heure actuelle à l'étranger (occupation) auront le droit de voter. Ils seront groupés par collèges électoraux de cent mille votants. Chaque collège élira un député au « Soviet de l'Union » et un député au « Soviet des nationalités ».*

UN EXEMPLE POUR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Le Président de la République de l'Uruguay reclame la libération d'Alvarez et de Zapirain

Il leur offre l'hospitalité dans son pays

Des dépêches de Montevideo annoncent que M. Amézaga, président de la République uruguayenne, a demandé à Franco, au nom de son pays, la libération de Santiago Alvarez et de Sebastian Zapirain. Il a assuré, en outre, que l'Uruguay était prêt à leur accorder l'hospitalité.

Qu'attend notre ministre des Affaires étrangères pour effectuer une démarche analogue à Madrid en faveur des deux chefs républicains ?

A AMIENS une foule immense rend à **Jean CATELAS**
député communiste mort pour la France
un suprême hommage

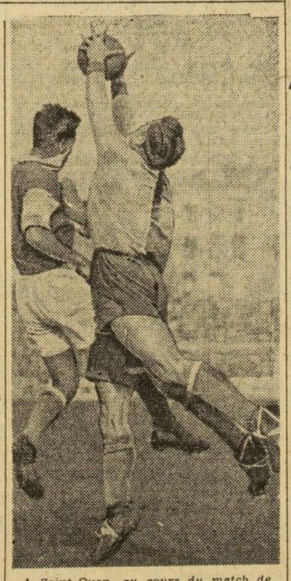
La ville d'Amiens a fait, dimanche après-midi, de grandioses obsèques à **Jean Catelas**, député communiste de la Somme, héros de la lutte contre l'envahisseur, guillotiné le 24 septembre 1941 sur l'ordre de Pétain.

Toute la matinée, une foule fervente et émue avait défilé devant le cercueil recouvert d'un drapeau tricolore et exposé sur le perron de l'Hôtel de Ville. A 15 heures, en présence de M. Cuttoli, préfet de la Somme, du général commandant le groupe des subdivisions Somme-Oise et des délégations des partis et mouvements de la Résistance, notre camarade **René Lamps**, secrétaire fédéral ; **Bonaventure**, de la Fédération des Cheminots: **André Bernard**, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, dont Jean Catelas était vice-président; **Camille Goret**, maire-adjoint d'Amiens, firent successivement l'éloge de celui qui fit preuve d'un courage et d'une abnégation sublimes au service de la France.

Gaston Monmousseau a pris ensuite la parole au nom du Parti communiste. Après avoir rendu un vibrant hommage au militant toujours à la pointe du combat pour le service du peuple, Gaston Monmousseau a exalté son dévouement à la cause de la liberté, sa fidélité à son Parti et s'est énergiquement élevé contre ceux qui songent à rebâtir l'Allemagne avant qu'elle n'ait commencé à reconstruire les villes et villages qu'elle a dévastés chez nous.

Le cortège s'est ensuite mis en route à travers les rues et les boulevards de la ville vers le cimetière Saint-Acheul.

Plus de 10.000 personnes qui ont accompagné jusqu'à sa dernière demeure notre vaillant camarade et plus de 20.000 massées de part et d'autre de la chaussée ont témoigné de la confiance et de l'attachement que la population d'Amiens éprouvait pour celui qui fut et qui restera un des plus purs héros de la Patrie.



A Saint-Ouen, au cours du match de Championnat de France de football Red Star-Sochaux (4-1), Germain, le goal audonien, dégage ses buts malgré l'obstruction des avants sochaliens

Succès de nos cyclistes : Gérardin et Blanchet à Zurich ; Carrara à Gand.

Défaites de nos basketteurs : à Bruxelles, Belgique bat France 40 à 26 ; à Paris, C.A. Genève bat Stade Français 28 à 24.

Accident d'avion près de Lyon

Hier matin, un avion militaire, gêné par le brouillard, a percuté contre la montagne près de Couzon, non loin de Lyon.

On a retiré des débris 15 morts et 15 blessés.

Invité par l'Association des prisonniers de guerre de la Seine à faire connaître son point de vue sur les revendications des rapatriés et sur les problèmes de reconstruction et de renaissance de la France

Le Parti Communiste Français parlera aux prisonniers de guerre de la Seine

le mercredi 17 octobre, à 20 h. 30

SALLE DE LA MUTUALITE
24, rue Saint-Victor, Paris (Ve)
Métro : Maubert-Mutualité

GRAND RASSEMBLEMENT DES RAPATRIES

sous la présidence de :

Léon MAUVAIS
secrétaire du Parti Communiste Français

Raymond BOSSUS
Prisonnier de guerre évadé
Secrétaire de la Fédération Paris-Ville du Parti Communiste ; Président de la Commission des Anciens Combattants et des Prisonniers de Guerre au Conseil Municipal de Paris

Georges COGNIOT
Officier. Ex-prisonnier de guerre
Député et conseiller municipal de Paris ; Membre de l'Assemblée Consultative ; Rédacteur en chef de l'*Humanité*

TOUS LES RAPATRIES SONT CORDIALEMENT INVITES

Politique de violence, politique antifrançaise

Canons, mortiers, autos-mitrailleuses sont mis en œuvre contre les Annamites

La censure de Saigon interdit de publier le chiffre des pertes alliées

Dans la région de Saigon, où le croiseur *Gloire* a débarqué dimanche de nouveaux éléments de la 2e division blindée, les combats font rage depuis vendredi.

Dans la matinée du 14 octobre, rapporte l'agence *Associated Press*, *« un détachement de la R.A.F.*, SOUTENU PAR UNE CENTAINE DE JAPONAIS, *a attaqué à l'aube les Annamites »* aux environs de l'aérodrome de Than-Son-Hui.

Le même jour, les Annamites ont livré combat à des gardes japonais à Cholon. Ils ont été repoussés par les troupes françaises.

Celles-ci, soutenues par l'artillerie britannique, ont occupé le pont de Binhloy.

La bataille est particulièrement ardente au nord de Saigon, autour de l'île de Khanhoi, de la centrale électrique, de Giandiuh et dans la région de Phumy.

L'agence *United Press* rapporte que les troupes françaises engagées disposent de pièces de 75, d'auto-mitrailleuses et de mortiers. Elles ont mis le feu à plusieurs maisons du quartier de la rue de Verdun et ont incendié, *« à titre de représailles »*, un petit village au nord de Saigon !

L'agence *Associated Press* annonce que la censure de Saigon interdit de révéler le chiffre exact des pertes françaises et britanniques.

Mais hier, à la Bourse de Paris, les valeurs de la Banque d'Indochine étaient en hausse de 50 points par rapport au cours de la veille, et les caoutchoucs d'Indochine étaient en hausse de 9 points.

(SUITE EN 2e PAGE, 7e COLONNE)

MANIFESTATION socialo-communiste à Milan

Milan, 15 octobre (A. P.). — Parlant dimanche soir devant 60.000 travailleurs milanais, Palmiro Togliatti, secrétaire du Parti communiste italien, a déclaré :

Nous avertissons toutes les puissances alliées que l'heure est venue de laisser le peuple italien exprimer librement son opinion.

Le peuple italien ne veut pas que le pays demeure placé indéfiniment dans un état de semi-indépendance qui rappelle les régimes coloniaux.

D'autre part, Pietro Nenni, chef du parti socialiste italien, et Togliatti ont adressé un appel au gouvernement italien l'invitant à fixer « irrévocablement » la date des élections.

SAMEDI 20 OCTOBRE, à 14 h. 30

LE PEUPLE DE PARIS fera des obsèques solennelles

A HUIT ÉLUS COMMUNISTES
morts pour que vive la France

GABRIEL PERI
député d'Argenteuil

CHARLES MICHELS
député du XVe

MAURICE GARDETTE
Conseiller municipal du XIe

JULES AUFFRET
Conseiller général de la Seine

LÉON FROT
Conseiller municipal du XIe

RENÉ LE GALL
Conseiller municipal du XIIIe

RAYMOND LOSSERAND
Conseiller municipal du XIVe

CORENTIN CARIOU
Conseiller municipal du XIXe

FAISONS LE POINT

PAR **Marcel CACHIN**

NOUS sommes dans la dernière semaine de la campagne électorale. Faisons le point !

Les communistes n'ont pas sujet de se plaindre de leurs premiers contacts avec les électrices et les électeurs. Ils tiennent à Paris (comme partout en France) de grandes réunions, où ils reçoivent du peuple français un accueil très sympathique. Avant-hier, à Saint-Etienne, Maurice Thorez parlait devant 100.000 auditeurs !

On en peut augurer pour dimanche que notre Parti, comme lors des élections aux conseils généraux, sera celui qui comptera le plus de voix dans tout le pays. On sait qu'en France 3.830.000 voix se groupèrent sur ses candidats. Pour Paris et la Seine, il n'est pas téméraire de penser que le nombre des suffrages communistes qui, aux plus récentes consultations, dépassait 750.000, sera sensiblement accru !

Nous ne nous laissons pas aller au péché d'orgueil en proclamant que notre Parti mérite ces succès ! On lui sait gré d'avoir été clairvoyant dans le passé lorsque seul chez nous, il dénonçait dès 1933 l'extrême danger du nazisme. On se souvient de son attitude lors de la lamentable carence du gouvernement français qui laissa assassiner la République d'Espagne ! Pendant que l'on appliquait à Paris la politique fatale de la non-intervention, André Marty conduisait à la lutte les Brigades Internationales ! On se souvient que, dans la suite, nos 73 députés furent seuls, à deux exceptions près à protester par leur vote contre Munich, la honte des hontes ! On se souvient aussi que nous fûmes seuls à signaler les campagnes infâmes de la réaction contre le traité franco-soviétique, qui aboutirent aux événements de 1939. Personne n'a pu oublier que les désastres de la Patrie n'ont pas d'autre origine que la politique antisoviétique des gouvernants d'alors. Maintenant, tous les Français honnêtes proclament la clairvoyance des communistes qui, seuls, avaient affirmé que l'alliance franco-soviétique devait être la pierre angulaire de notre politique extérieure !

On osait ici accuser les communistes d'agir comme un parti « étranger » qui n'avait nul souci de la défense de la patrie. Mais la France entière a vu à l'œuvre les soldats F.T.P., masse principale des F.F.I., dans l'action et l'insurrection contre l'occupant. Chacun reconnaît aujourd'hui que les communistes furent partout, dans les F.T.P. et ailleurs, à la pointe du combat pour la libération de Paris et de la France.

Et maintenant le devoir urgent auquel il faut tout sacrifier est de relever la France de ses ruines ! La France applaudit aux efforts quotidiens et courageux des communistes. Avec la C.G.T., ils appellent au travail tous les producteurs, ouvriers et techniciens, pour le redressement du potentiel industriel, base essentielle de la grandeur du pays. Les mineurs ont entendu l'appel de Maurice Thorez ; les cheminots ont donné l'exemple admirable de leurs sacrifices. Charles Tillon a appelé cent mille travailleurs qui dépendent de son ministère à donner à la France une aviation digne d'elle et partout, à l'étranger, on reconnaît que le ministre communiste a réussi brillamment. François Billoux a envoyé vingt mille de nos enfants en Forêt-Noire refaire leur santé compromise. Pour la première fois, en France, d'accord avec les meilleurs techniciens de la Santé Publique, il a mis sur pied un grand service de surveillance et de dépistage de la maladie dès l'école. Et si nous passons la frontière, nul ne peut nier que la Belgique doit à un ministre communiste du Ravitaillement le bénéfice d'une enviable situation alimentaire. Chez nous, hélas ! à cette entrée dans l'hiver, ce n'est que privations, inquiétudes, scandales et marché noir.

Après cela, on nous accuse de faire exclusivement œuvre de destruction et de « dégrader les consciences ». On essaye d'unir les peurs et les intérêts les plus sordides contre le communisme. C'est en vain.

Nous demeurons fermes dans notre attitude de fidélité au peuple français. Nous prouvons par nos actes que les communistes sont des constructeurs, qu'ils sont les meilleurs et les plus éclairés des serviteurs de la France, qu'ils tiennent leurs promesses. Le peuple proclame qu'il « faut que ça change ». Il réclame qu'on en finisse avec le désordre, l'impuissance et les scandales qui, depuis quinze mois, paralysent l'élan de la France !

RETRO NEWS

Quand M.R.P. et Vichystes sont au Quai d'Orsay

Le Parti de l'étranger mène la France au désastre

QUAND nous affirmons que l'on fait en haut lieu la politique de l'étranger, notre affirmation est basée sur des faits.

Les « réserves », puis les attaques directes contre Yalta et contre Potsdam ne correspondent NULLEMENT aux intérêts bien compris de la France, mais elles se sont conjuguées avec la défense des intérêts d'une puissance étrangère, avec la défense des intérêts des trusts français et internationaux.

A San-Francisco, par exemple, quand la délégation française a pris fait et cause pour l'admission des l'Argentine, des dictateurs hitlériens Farell et Péron, dans l'organisation des Nations Unies, CONTRE l'Union Soviétique, elle commençait ouvertement à se détacher de l'alliance franco-soviétique. A ce moment, la France officielle a tenté de prendre la tête du « syndicat des petits mécontents » contre l'autorité des Grands. Et la guerre n'était pas encore terminée !

Mais aussi, ce faisant, on se mettait à la remorque d'une puissance soutenant l'Argentine pour conserver un pied sur le continent américain. Peu après, on a envoyé le ministre du Ravitaillement à Buenos-Aires : mais il fut bientôt connu du public que l'on ne pourrait acheter de la viande directement en Argentine du fait que l'Angleterre avait le monopole de cette viande...

Ainsi, on tentait de saper Yalta pour soutenir les manœuvres de la City de Londres contre une véritable organisation de la paix générale et de la sécurité des peuples. Est-ce là une politique « indépendante » ?

Après Potsdam, cette inféodation de la politique française à l'étranger devint bien plus précise.

C'est sur injonction de M. Bevin que Paris donna son accord à la participation de la France au contrôle du plébiscite et des élections en Grèce. C'est là un acte dirigé pratiquement contre le peuple grec, puisque cette décision donnait en somme une investiture française au gouvernement profasciste d'Athènes, un appui virtuel à la clique monarcho-fasciste grecque qui terrorise la nation hellène. Et l'on sait que cette clique ne tient que grâce à la présence des troupes britanniques. Cette ingérence dans les affaires intérieures grecques est en contradiction flagrante avec les décisions de Yalta, mais correspond à la politique du gouvernement de Londres — l'actuel, travailliste, continuant, contre la volonté du peuple anglais, la politique grecque des conservateurs chassés du pouvoir. Est-ce là une politique indépendante ?

POUR l'Espagne, DEUX puissances étrangères dictent à Paris sa politique, contraire aux intérêts français et aux accords de Potsdam.

Le journal franquiste El Quotidiano nous confirmait l'autre jour que le Vatican soutenait Franco. Le pape lui-même a déclaré dernièrement que sa politique restait inchangée à l'égard de Franco. Samedi, Le Monde montrait qu'en Espagne la haute hiérarchie de l'Eglise est le dernier rempart du régime de trahison et de meurtre de la Phalange.

Eh bien ! le M.R.P., au Quai d'Orsay, obéit aux ordres de la diplomatie du Vatican ! On maintient à Madrid des hommes du corps consulaire qui ont servi la « diplomatie » de Pétain. On conclut avec Franco des accords commerciaux en vertu de traités signés par Pétain et maintenus en vigueur. Cela, parce que le Vatican le veut pour permettre à Franco de se maintenir au pouvoir.

D'autre part, si l'on soutient Franco, c'est aussi parce qu'une deuxième puissance étrangère poursuit des buts de restauration monarchique en Espagne, pour contrecarrer les efforts des républicains en vue du retour de l'Espagne à un régime démocratique qui serait l'ami de la République française. Et le M.R.P., les agents du comte de Paris, les vichystes, toute la bande réactionnaire qui pullule au ministère des Affaires étrangères, se lancent à corps perdu dans cette politique contraire aux intérêts de la Patrie et de la démocratie, contraire à Potsdam, qui a mis Franco au ban des nations, mais FOVORABLE A DES INTERETS ETRANGERS. Est-ce là une politique d'indépendance et de grandeur ?

DANS tous les domaines de la politique extérieure, c'est la même inféodation à des forces étrangères cherchant à saper l'unité des grands alliés pour sauver des intérêts spéciaux de trusts aux dépens de notre pays.

Nous avons montré dimanche que la tentative de revision des accords de Potsdam quant à la clause des traités de paix devait, si elle avait réussi, entraîner la revision de toutes les clauses cependant très favorables à notre pays. La scandaleuse attitude de la France au Conseil de contrôle de l'Allemagne le prouve surabondamment. Parce que des intérêts étrangers et ceux de trusts français l'exigent, on se lie à une politique de sabotage de la paix et de la mise au pas de l'Allemagne, afin de constituer l'AXE LONDRES - PARIS, noyau du « bloc occidental » qui nous conduirait à un nouveau Munich et à la guerre — à la guerre AVEC LES ALLEMANDS CONTRE L'U.R.S.S. ET LES ETATS-UNIS !

Voilà ce que nous appelons politique de catastrophe, de trahison des intérêts supérieurs de la Patrie.

LE Quai d'Orsay, dirigé par M. Bidault, chef du M.R.P., soutenu par la propagande du ministre D.G.E.R. de l'Information, mène le pays à la sujétion, à l'isolement, à la perte de toute sa dignité, de toute sa place en Europe et dans le monde, de tous ses vrais amis.

Le Quai d'Orsay, soutenu par tous les OUI-OUI, avec en flèche Le Populaire, croyant bien faire en misant sur M. Bevin, fait contre l'U.R.S.S., contre la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie, la politique voulue par la Banque Mirabaud, par la Banque de Paris et des Pays-Bas, par la Banque de l'Union parisienne, par la Petrofina et l'Omnium des pétroles, — toutes entreprises financières liées aux trusts allemands et à la Royal Dutch anglo-hollandaise.

C'est à leur inspiration qu'on héberge en France la racaille réactionnaire et fasciste de tous les pays libérés d'Europe.

Le Vatican, là aussi, agit. Et la Croix d'hier soir était instructive à ce sujet. Deux grands articles y insultaient l'Union Soviétique et la Yougoslavie démocratique. Jésuitement, la Croix affirme que la fidélité de l'U.R.S.S. aux accords de Potsdam, conclus à Trois, est — tenez-vous bien — « la simple réalisation des rêves de la Russie tsariste : étendre l'hégémonie slave sur les Balkans... et toujours plus outre. »

Truman et Attlee n'auraient pas pensé qu'en signant à Potsdam ils faisaient de telle besogne pour l'U.R.S.S. !

La Croix calomnie le gouvernement de Belgrade, EN S'APPUYANT SUR BEVIN. Elle parle de « méthodes terroristes » contre l'Eglise en Yougoslavie. Le mensonge ne répugne pas à la Croix. Mais que dire de cette conjonction : Vatican-Bevin-Populaire, de cette identité d'arguments contre l'U.R.S.S. et les pays du Sud-Est de l'Europe ?

Là, encore, la main de l'étranger apparaît nettement. Voilà l'essence du « bloc occidental » que réclamait dimanche avec insistance le Sunday Times.

Est-ce là une politique conforme à la volonté de la Résistance, au testament des milliers de patriotes tombés pour la France et la liberté, pour que la trahison des puissances d'argent ne puisse plus être recommencée ?

Mais le M.R.P., qui a des nazis alsaciens dans ses rangs, qui obéit au Vatican, qui cherche l'appui étranger en France contre la démocratie réelle, est prêt à tout pourvu que les 200 familles matent encore le peuple.

C'est contre cette politique suicidaire, CONTRE LE PARTI DE L'ETRANGER, que les Français voteront dimanche prochain.

M. MAGNIEN.

EN ANGLETERRE LA GREVE DES DOCKERS CONTINUE...

Malgré quelques reprises locales du travail, le nombre des grévistes dans les ports anglais dépasse toujours 40.000. Au cours de réunions tenues samedi et dimanche, les dockers de Liverpool et de Leith, le port d'Edimbourg, ont décidé de poursuivre la grève. Quelques heures plus tard on apprenait que ceux de Glasgow, de Grimsby et d'Immingham avaient adopté une attitude semblable.

Dans ces ports plus de 6.000 soldats, envoyés par le gouvernement travailliste, procèdent au déchargement des navires.

Prenant la parole, dimanche, à Belfast, Harry Pollitt, secrétaire général du Parti communiste anglais, a notamment déclaré :

Le gouvernement doit faire une déclaration officielle sur sa politique des salaires, sinon il peut se produire une situation dangereuse.

Et, en conclusion, le secrétaire général du Parti communiste anglais, a déclaré :

Les ouvriers se rendent compte pleinement de leurs responsabilités à l'endroit du gouvernement travailliste, mais le temps est venu maintenant de déclarer franchement que le gouvernement travailliste doit tenir pleinement compte de ses responsabilités envers la classe ouvrière.

2.000 auditeurs à Plessis-Robinson avec Maurice THOREZ

A Plessis-Robinson, hier soir, 2.000 auditeurs enthousiastes ont écouté Maurice Thorez et le général Joinville, candidat.

800 à Bry-sur-Marne

Hier, à Bry-sur-Marne, 800 personnes ont vivement applaudi Maurice Thorez qui a exposé les mots d'ordre du Parti Communiste Français.

5.000 à Chelles (S.-et-M.) avec Jacques DUCLOS

A Chelles (S.et-M.), 5.000 personnes ont vivement applaudi Jacques Duclos et Laurent Casanova, candidat.

2.500 dans le 15e

Hier soir, rue Vigée-Lebrun (17e), Jacques Duclos a défini la position du Parti communiste devant 2.500 personnes qui l'ont vigoureusement applaudi.

3.000 à Colombes avec André MARTY

Sous la présidence de Henri Neveu, conseiller général, s'est tenu hier soir à Colombes un magnifique meeting. Parlant après Raymond Latarget, Etienne Fajon et un camarade socialiste venu au nom du M.U.R. dire qu'il voterait Oui et Non. André Marty, développant le programme du Parti, a été acclamé par plus de 3.000 auditeurs enthousiastes.

20.000 à Bordeaux avec Léon MAUVAIS et Marc DUPUY

Devant 20.000 auditeurs, Léon Mauvais et Marc Dupuy ont développé la politique du Parti communiste. Ils ont été longuement acclamés.

1.800 et 1.200 dans le 17e avec Marcel CACHIN

Rue Folcroy (17e), devant 1.800 personnes, Marcel Cachin a présenté la liste communiste et fait acclamer les mots d'ordre de notre Parti.

⁂

Hier soir, aux Ternes (17e), 1.200 personnes ont chaleureusement approuvé l'exposé de Marcel Cachin.

2.500 à Saint-Quentin avec Etienne FAJON

Dimanche, à Saint-Quentin (Aisne), 2.500 auditeurs étaient rassemblés à l'appel du Parti communiste pour écouter Etienne Fajon et René Thuillier, candidat.

RÉUNIONS ET MEETINGS ÉLECTORAUX

Ce soir

Fontenay-aux-Roses, à 20 h. 30, salle des Fêtes, rue Boucicaut, avec **Maurice THOREZ.**

Gentilly, à 21 h., salle des Fêtes, de la mairie, avec **Maurice THOREZ.**

Saint-Maur, à 21 ., cinéma Palace, avenue du Bac, avec **Maurice THOREZ** et Florimond BONTE.

Issy-les-Moulineaux, à 18 h., réunion des Entreprises, Maison du Peuple, avenue de Verdun, avec **Maurice THOREZ.**

Malakoff, pour les femmes, à 14 h. 30, 65, avenue Hoche, avec Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER.

Joinville, à 21 h., préau, place Eugène-Voisin, avec Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER.

Alfortville, à 20 h. 30, 22, rue Voltaire, avec Gaston MONMOUSSEAU et Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER.

Ivry, préau du Petit-Ivry.

Vanves, rue de la Mairie.

Maisons-Alfort, salle des Fêtes, rue Paul-Bert.

Pierrefitte, à la Maison du Peuple, avec **Jacques DUCLOS** et Charles TILLON.

Aubervilliers, au cinéma Family, avec **Jacques DUCLOS**, Charles TILLON et Fernand GRENIER.

Pantin, au préau des écoles Sadi-Carnot, avec **Jacques DUCLOS** et Charles TILLON.

Puteaux, salle des Fêtes, avec Alfred COSTES et Etienne FAJON.

PARIS

à 20 h. 30

151, avenue Gambetta (20e), avec **Jacques DUCLOS** et Raymond BOSSUS.

Rue de la Bienfaisance (8e), avec **Marcel CACHIN.**

Rue Jean-François-Lépine (18e), avec **Léon MAUVAIS.**

PREMIER SECTEUR

Femmes et mamans, Maria RABATE et Hélène SOLOMON-LANGEVIN vous parleront à 14 h. à la mairie du 14e arrondissement.

5e arrondissement, 23, rue Cujas ; 6, place Lucien-Herr ; **6e arrondissement**, 9, rue Vaugirard ; **7e arrondissement**, rue Eblé ; **13e arrondissement**, rue Jenner ; rue Daviel, avec Ambroise CROIZAT ; **14e arrondissement**, 1, rue Durenchoux ; 28, rue Pierre-Larousse ; **15e arrondissement**, 31 bis, rue Miollis ; 9, rue Lacordaire, avec Henri GOURDEAUX.

DEUXIEME SECTEUR

1er arrondissment, rue Cambon, avec Gaston AUGUET ; **2e arrondissement**, rue de Louvois ; **9e arrondisesment**, rue de la Victoire ; **16e arrondissement**, rue Boissière ; **17e arrondissement**, rue Jouffroy, avec Jeannette VERMEERSCH ; rue Pouchet ; **18e arrondissement**, rue Constantin-Pecqueur, avec Jeannette VERMEERSCH.

TROISIEME SECTEUR

3e arrondissement, rue de Montmorency ; rue de Belleyne ; **4e arrondissement**, rue de Moussy, avec Florimond BONTE ; rue Poulletier ; **10e arrondissement**, rue de Marseille ; **11e arrondissement**, 89, rue Léon-Frot, avec Georges COGNIOT ; **12e arrondissement**, 6, rue Pommard ; **19e arrondissement**, rue Barbanègre.

Léon Blum à Roubaix

Léon Blum a prononcé un discours politique à Roubaix à l'occasion de la manifestation commémorative pour le député Lebas, mort en captivité.

Le leader du parti socialiste a fait appel « à la plus large majorité... sans exclusion préalable d'aucune sorte ».

Donc, même pas d'exclusion contre les adversaires de la laïcité ?

On songe pourtant aux motions de laïcité des congrès socialistes; on songe à la « destruction de toutes les survivances du régime de Vichy », — y compris les lois antilaïques du 2 novembre 1941, — dont la délégation socialiste parlait elle-même en septembre, lors des réunions communes des gauches !

En faisant de la sorte que Léon Blum préconise, on agirait après les élections générales, qui seront à gauche, comme on a agi après les élections municipales, dont on avait dit qu'on tiendrait compte pour modifier la composition du gouvernement quand on espérait qu'elles donneraient la victoire à la droite.

Ce n'est certes pas cela que veut le peuple de France.

Il veut un gouvernement républicain basé sur la majorité démocratique que qui va sortir triomphante des urnes.

Et pour qu'on ne puisse pas escamoter la victoire de la République, il sait qu'il faut **placer le Parti communiste français en tête de tous les partis !**

Au Conseil municipal de Marseille

Le Conseil municipal de Marseille a tenu, hier matin, sa séance, sous la présidence de Jean Cristofol. François Billoux y assistait.

Au cours de cette réunion, M. Bernardi, conseiller municipal socialiste, donne, en son nom, et au nom de ses camarades Crosa, Francesqui, Gaudin, Lapard, Lucia, Mondet et Nègre, la raison pour laquelle ils ont retiré leur démission et explique leur désolidarisation d'avec l'ancien président du Conseil municipal, M. Defferre. M. Duffau (M.L.N.) s'est rallié également aux décisions des conseillers municipaux socialistes précités en retirant sa démission.

Les socialistes de Haute-Savoie voteront "OUI - NON"

« Vous voterez, première question : OUI, car il n'est pas possible de revenir purement et simplement à la Constitution de 1875.

« Deuxième question : NON, parce que nous voulons une Assemblée Souveraine ayant effectivement l'initiative en ce qui concerne les dépenses et les pouvoirs nécessaires pour contrôler efficacement un gouvernement qui s'opposerait aux volontés du suffrage universel.

« D'autre part, en invitant le peuple de France à répondre à cette deuxième question par un « OUI » catégorique, le gouvernement paraît donner à ce referendum le caractère d'un plébiscite »,

proclame le manifeste pour les élections du 21 octobre, de la Fédération Socialiste S.F.I.O. de la Haute-Savoie, signé des candidats : Dr Amédée GUY, conseiller général, député ; Henri BRIFFOD, secrétaire de la Fédération Socialiste S.F.I.O.,conseiller général ; Camille BLANC, maire S.F.I.O. d'Evian-des-Bains ; Ernest DUCHENE, du bureau de la commission administrative de l'Union Départementale de la C.G.T.

... ainsi que ceux du Gers

A l'unanimité, la Fédération Socialiste du Gers vient de décider de voter OUI à la première question et NON à la deuxième question du referendum.

Les candidats socialistes font campagne dans ce sens dans tout le département.

...ainsi que ceux de Monclar (Lot-et-Garonne)

La section socialiste de Monclar (Lot-et-Garonne),après celle de Duras, a décidé de voter OUI-NON.

...de Bruyères (Vosges)

La section du parti socialiste, avec le maire de Bruyères (Vosges), s'est déclarée pour le vote OUI-NON du referendum malgré la menace d'exclusion de leur parti.

...de Folembray (Aisne)

Le comité d'entente socialiste-communiste de Folembray (Aisne) réuni le 4 octobre, s'est félicité du succès obtenu aux élections cantonales par le candidat unique. Ce dernier, socialiste, a remercié le Parti communiste pour sa discipline au vote.

Les représentants socialistes au comité d'entente ont déclaré qu'ils voteraient non à la deuxième question du referendum.

...et de Viviers (Ardèche)

Après ceux d'Annonay et de très nombreuses localités de l'Ardèche, les militants socialistes de Viviers (Ardèche) ont décidé de voter et de faire voter NON à la deuxième question du referendum.

A Rouen, 15.000 auditeurs acclament André MARTY et nos candidats Victor Michaut en tête

Dimanche après-midi, au marché, en pleine ville de Rouen, dont les deux tiers des maisons sont détruites ou atteintes, 15.000 auditeurs ont longuement acclamé les candidats communistes, Victor Michaut et Lucie Guérin, qui exposèrent le programme de notre Parti.

André Marty a montré les efforts désespérés de la réaction pour maintenir en France le régime d'irresponsabilité gouvernementale d'où découle tout le sabotage. Il a montré la nécessité de changer quelque chose, en faisant triompher le 21 octobre la liste du Parti communiste, dont les membres sont inébranlablement fidèles au peuple comme le montrent les 1.200 fusillés de la Seine-Inférieure.

L'impression est profonde dans toute la région.

PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Section du 5e canton de Rouen

Adresse remise au camarade André MARTY

La section du Parti Ouvrier Français du 5e canton de Rouen salue le grand camarade André Marty, secrétaire du Parti Communiste Français.

Elle exprime au nom de la population laborieuse du canton l'espoir d'une réalisation prochaine de l'unité politique de la classe ouvrière française, condition indispensable de la réalisation du programme du C.N.R. et de la Renaissance française.

Le président : GAONACH.

LE BUREAU. — *Président* : Gaonach, secrétaire d'Inspection (Inspection principale de l'Enseignement technique), P.C.F. — *Vice-présidents* : Phocquet, instituteur retraité, R.R.S. ; Habran, S.N.C.F. — *Secrétaire* : Daoust, voyageur, P.C.F. — *Sec. adjoint* : Gouvernet, expert-comptable. — *Trésorier* : Jugan, employé, S.F.I.O. — *Trés. adj.*: Herlin, instituteur, S.F.I.O.

Benoît FRACHON exalte à Béziers l'œuvre de la C.G.T.

Au cours d'un grand meeting qui s'est tenu aux arènes de Béziers à l'occasion du cinquantenaire de la C. G. T., **Benoît Frachon**, secrétaire général de la C.G. T., a prononcé un important discours dans lequel il a fait l'historique de la grande organisation syndicale et des luttes qu'elle n'a cessé de mener pour améliorer le sort des travailleurs.

Il a préconisé l'union de toutes les démocraties pour éviter les risques d'un nouveau conflit mondial et il a soulignée que la C.G.T. était décidée à ne soutenir qu'un gouvernement qui s'engagerait à appliquer fidèlement le programme du Conseil national de la Résistance. (A.F.P.)

Le M. R. P. ne sait pas compter

En ce qui concerne les prélèvements à effectuer sur les fortunes (discussions des 25, 26 juillet 1945 à la Consultative), on comparera les propositions du M. R. P. (se ralliant au texte de la Commission) et celles de Jacques Duclos

Pour un patrimoine taxable de 300.000 frs, les chiffres respectifs étaient de 9.000 et 3.0000 frs ; pour un patrimoine de 700.000 frs, ils étaient de 23.000 et 9 000 frs ; ;pour un patrimoiine de 1.500.000 frs, ils étaient de 55.000 et 25.000 frs.

En revanche, sur le patrimoine d'un milliard, le M R.P. entendait prélever seulement 293225.000 frs, tandis que Jacques Duclos demandait 444.392.000 francs. Pour 2 milliards : 593.225,0000 frs d'un côté, et 944 895 frs de l'autre

Quand le M.R.P. prétend protéger les patrimoines petit et moyen et frapper les gros, il frapper les gros, il fait seulement la preuve que l'on sait pas compter.

Professeurs, Instituteurs Institutrices,

Pour la défense de l'école laïque et de la République :

Sous la présidence effective de

Marcel CACHIN

Membre du bureau politique du P.C.F. directeur de *l'Humanité* sénateur de la Seine, délégué à l'Assemblée Consultative.

Etienne FAJON

Instituteur, membre du bureau politique du P.C.F., député de la Seine, délégué à l'Assemblée Consultative.

Georges COGNIOT

agrégé de l'Université, membre du Comité central du P.C.F., rédacteur en chef de *l'Humanité*, député de Paris, rapporteur du budget de l'Education nationale.

traiteront des questions intéressant le Corps Enseignant

Le JEUDI 18 OCTOBRE à 15 heures

Salle Pleyel, 253, faubourg St-Honoré. Métro : Ternes ou Etoile.

Entrée libre

● Lucien Rouy qui, dans la nuit du 10 au 11 octobre, tua le gardien de la paix Marcel Thibaud, a été arrêté avant-hier.

En Indochine politique de force contraire aux intérêts de la France

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

Une semblable politique — si elle fait l'affaire des trusts — ne sert ni la grandeur ni le prestige de notre pays. Ses intérêts ne peuvent qu'en souffrir. Nous ne cessons d'avoir présents à l'esprit les événements qui ont eu lieu en Syrie au printemps dernier. L'absence d'une politique démocratique et française dans les pays du Levant permit les manœuvres de l'Angleterre et entraîna la perte de nos positions dans ces régions.

Comment n'y pas songer alors qu'un communiqué publié par le ministère de l'Information britannique annonce que les troupes anglaises sont en train d'occuper en Indochine « *certaines régions-clés, indispensables au contrôle des communications, y compris des aérodromes et des ports. Les Annamites qui s'y opposeraient seraient traités avec fermeté* ».

Est-ce en vertu d'une « fermeté » semblable que les autorités françaises viennent de déclarer officiellement que « *les Annamites faits prisonniers au cours de l'opération qui vient d'avoir lieu à Saigon seront traduits sur-le-champ en conseil de guerre* » ? Ainsi, il semble que l'on ne néglige rien pour approfondir et élargir chaque jour le fossé creusé entre la France et le peuple d'Indochine.

Les oublis du M. R. P.

L'AUBE de dimanche traite de l'impôt sur le capital. Elle prétend exposer « la vérité toute nue ». Hélas ! cette vérité est bien partielle, et une vérité partielle, on sait ce que cela vaut.

Rétablissons les faits.

En ce qui concerne le taux de prélèvement, les commerçants prendront note qu'au-dessous de 500.000 francs, le projet Pleven et le projet de la Commission agréé par le M.R.P ordonnaient un prélèvement de 3 %, tandis que l'amendement Jacques Duclos fixait le taux à 1 %. Les petits industriels observeront que pour la tranche de 500.000 frs à 1 million, les chiffres respectifs étaient de 4 % et 2 % ; pour la tranche de 1 à 2 millions, 4 % et 3 %.

En revanche, pour les grosses firmes, là où M Pleven disait 17,5 % et le M.R.P. 30 %, l'amendement Jacques Duclos prévoyait 40 % (tranche de 150 à 300 millions). Au-dessus de 300 millions, les chiffres respectifs étaient 20 %, 30 % et 50 %.

On observera que les hommes du M R.P. prétendent que les fortunes taxables de cet ordre de grandeur sont peu nombreuses. C'est possible.. Mais, précisément, ce sont les fortunes des 200 familles, et elles sont colossales.

Allons ! le bon sens populaire a raison : M.R.P. — Meilleur Rempart des Profiteurs.

En avant vers les 15 millions ! *Souscrivez !*

Un groupe de soldats, sous-officiers et officiers de la 8e Cie à St-Etienne a remis à notre camarade Maurice Thorez	1.500
Cellule Gabriel Péri de Choisy a remis à notre camarade Maurice Thorez	500
Total de la 53e liste..	580.352
Total précédent	12.461.183
Total général	13.042.535

Kaboust, 50; **Pantin**, 100; **Mira Bol**, Paris-8e, 100; Un groupe du 1er bataillon 46e R.I., 7.150 ; **Duchemin R.**, Archives, 100; **Venest**, 50; **Faible Lucien et Faible Simone**, 200; **Verdey**, 50; **Batho Louis**, Houilles, 20; Pour barrer la route à la réaction, Les ouvriers d'une maison d'ameublements du faubourg Saint-Antoine, 360 ; Collecté par le camarade **Poulain**. **Lencly**, Argenteuil, 500; **Marthe et Emile**, Paris-19e, 100 ; Un réfractaire de Houilles, 50; Cellule Jean Baillet, Asnières, 500; **Lambert**, 100; Pour faire échec aux boulangistes et aux fascistes, 100; **Landre Jean**, 100; Illisible, 200 ; **Perdreau**, Neuilly-Plaisance, 200; **Braynard**, 100; **Vaissie**, 150; **Guernalec Louis**, Kernével, 20; **Boubill**, Tunis, 25 ; Pour que triomphent la justice et le bon droit des peuples, Jacqueline, 200; Pour la victoire du Parti des Fusillés, pour qu'il nous prépare des lendemains qui chantent, **Mme Glenat**, Saint-Vaast, 100 ; Cellule de Sous-Roches, Valentigney (Doubs), Pour la liberté et la démocratie de notre beau pays, 1.000; **Bourrel Charles**, Montpellier, 100; **Mme Bal**, Dourdan, En souvenir de son mari, 300 ; **Enfrun**, Millau (Aveyron), 50; **Jacus Fernand**, En souvenir des fusillés de Voisines, 100; **Maurice Charles**, Paris, 200; **Mlle H. Aumond**, Toulon, Pour l'union de tous les vrais Républicains, pour l'école unique laïque, 50; **Frechet**, conseiller municipal de Mayet (Sarthe), 110; Section syndicale de la Maison Chevallier à Saint-Maur-des-Fossés, 1.180; Section de Saint-Malo, 5.000 ; Section du Ham (Somme), 2.000 ; Un groupe de maquisards actuellement à la 7e Cie du 57e R. I. Pour une armée du peuple et une épuration immédiate par le Oui-Non du 21 octobre, 1.445; Les ouvriers de la fabrique de meubles **Janou**, à Paris, 1.000 ; Cellule de Vibraye (Sarthe), 765; Cellule de Maucieulles (Meurthe-et-Moselle), 2e versement, 700; Les ouvriers du train, parc no 3 à St-Mards-de-Fresnes (Eure), Pour une véritable démocratie, pour l'application du programme du C.N.R., 680; Contre le fascisme qui, chassé de France avec les Boches y a repris pied avec l'homme du bloc occidental et sa clique, **Taddei et Bouchard**, Chambon (Lozère), 50; Pour le triomphe d'une véritable République démocratique et sociale, **G. Bompart**, aux Aydons (Lozère), 50; **J. Chardes**, à Pied-de-Borne (Lozère), 50.

H. Paulet, Planchamps (Lozère), 50 ; **C. Reboul**, la Rouvière (Lozère), 20 ; 18 républicains des communes des Balmelles et de Planchamp (Lozère) et de Sainte-Marguerite (Ardèche), 450 ; Avec l'espoir que le fameux souffle républicain devienne une rafale, **Carton Roger**, Arcueil, 500 ; **Vuitton**, Arthenas (Jura), 500 ; A la mémoire et en souvenir des camarades que j'ai hébergés pendant la clandestinité et qui sont morts fusillés pour que vive la France, **Guistel**, à Damery (Marne), 500 ; **Cellule 4.388**, Paris, 500 ; Cellule Vaillant-Couturier, Champigny, 500 ; **Harmain**, Luché-Pringé (Sarthe), 400 ; **Gilbert Enard**, Marseille, 250 ; Cellule de Pinon (Aisne), 235 ; Cellule Charles Tillon, au Bel-Air, Bernet (S.-et-O.), 200 ; **Loriot Marcel**, Emanville, 200 ; Des amis de « l'Humanité », 200 ; Cellule de Louvigny (Marne), 200 ; Une famille nogentaise pour une réussite aux prochaines élections, 150 ; **Mme Lucienne Caron**. Pour une République propre, 3e vers., 100 ; **Binet Emile**, Paris, 100 ; **Magnière**, Saint-Ouen, 100 ; **Avroth**, St-Denis-en-Val (Loiret), 100 ; **Ronsin Paul**, Colombes, 100 ; **Jules Vilaite**, Versailles, 100 ; **Mme Jean Charles**, Rostrenen, 100 ; **Th. Denis**, instituteur retraité les Authieux-sur-Calonne (Calvados), 2e vers., 100 ; **Mme Cottron**, 100.

Dombal Jules, Bar-le-Duc. Contre la dictature des trusts et la réaction, pour une France vraiment démocratique, 100 ; **A. Vasset**, Deuil, 100 ; **Bdordage**, Gennevilliers, En reconnaissance à l'Armée rouge qui m'a libéré et rapatrié, pour la victoire des oui-non, un père de trois enfants, 100 ; **Guerville**, Feuquières-en-Vimeux (Somme), 100 ; **André et Lucienne**. Pour la victoire des oui-non, 100 ; **Mme et M. Losserand** (Loiret), Pour l'idéal de leur fils Raymond, fusillé par les Boches, 100 ; **Lottin**, Paris, 100 ; **Mme Suzanne**, Blanc-Mesnil, 100 ; **Luneau**, Taverny (Seine-et-Oise), 100 ; **Foucault**, Aubervilliers. Pour le triomphe et la grandeur de la France le 21 octobre, 100 ; **Vaugrenard**, Santec, 2e vers., 100 ; **C. Saggi**, Montjavoult (Oise). Pour l'application du programme du C.N.R., un vieux militant et sa famille, 100 ; **Mme Gouchard**, Paris-14e. Une matinée de travail pour que triomphe le Parti de la plus belle cause. Une sympathisante laïque, 65 ; **Franconal**, Paris, 50 ; **Mme Bartoli**, Puteaux. En souvenir de mon mari, du 23e train, présumé disparu en juin 1940, 50 ; **Bourdeaux**, La Ferté-Gaucher. Pour une vraie République, 50 ; **Leyssard**, Paris, 50 ; **Bruneau**, Paris, 50 ; **Ouvrier Jean**, Arthonnay (Yonne), 50 ; **Gauthier Albert**, Bouville (S.-et-O.), 50.

Total..	33.325
Fédération Oise (2e vers.)......	92.492
Fédération Ardèche (2e vers.), 23 listes	14.963
Fédération Seine-et-Marne, 113 listes (1er vers.)	58.743
Fédération Var (5e v.), 253 listes	91.915
Fédération Haute-Savoie (4e v.), 47 listes	18.860
Fédération Gard (1er vers.), 160 listes	89.160
Fédération Creuse (1er vers.)..	35.580
Fédération Savoie (3e v.), 18 l.	12.461
Fédération Savoie (4e v), 28 l.	20.481
Fédération Corrèze (1er vers.), 185 listes	112.372
Total de la liste	580.352

Jeannette VERMEERSCH parle à la Radio

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

Les ouvrières des usines ne sont pas toujours récompensées de leurs efforts. Leur nourriture est insuffisante et leurs salaires ont été fixés arbitrairement de 10 % inférieurs à ceux des hommes.

Les femmes fonctionnaires de l'Etat et des services publics, qui sont en très grand nombre dans les « petites catégories », ont des traitements qui, souvent, ne dépassent pas 3.200 francs par mois.

Les vieilles mamans et grand'-mamans de France, qui ont peiné toute leur vie pour élever dignement de nombreux enfants, sont des pauvres honteuses. Elles ne veulent ni ne peuvent être à la charge de leurs enfants, qui, eux-mêmes, ont des familles à élever. Et elles attendent les 1.000 francs de retraite par mois.

Respect des promesses

Pourtant, n'est-il pas possible de changer quelque chose ?

Ce dont il s'agit avant tout, pour nous communistes, c'est le respect des promesses. En mars 1944, tous les partis et groupements de la Résistance ont mis leur signature au bas d'un programme. En octobre 1945, quatorze mois après la libération, il serait temps de l'appliquer !

Le programme prévoit d'en finir avec les comités d'organisation de Vichy et, malheureusement pour le ravitaillement et l'agriculture, il ne subsiste pas moins de 117 comités qui, actuellement, continuent leur besogne néfaste.

Le programme prévoit les nationalisations, mais les sociétés concessionnaires du gaz, du métro, des eaux, de l'électricité, qui ont réalisé de 1940 à 1943 1 milliard 939 millions de bénéfices, continuent à sévir, en augmentant successivement le prix du métro, du gaz, de l'électricité.

Le programme prévoit la confiscation des biens des traîtres et l'impôt progressif sur les fortunes scandaleusement réalisées au détriment de la nation sous l'occupation. Si cette mesure était appliquée, il y aurait de quoi assurer un vaste réseau d'œuvres sociales en faveur de la mère et de l'enfant.

Le Parti communiste est convaincu que si le programme était appliqué, il y aurait des améliorations certaines.

Protection de l'enfance

Pour protéger l'enfance, notre plus doux espoir, l'avenir du pays, il est nécessaire :

— d'améliorer le ravitaillement par la suppression des organismes de Vichy, des gros intermédiaires et par la chasse au marché noir;

— de débloquer la toile, les lainages, le cuir, les chaussures ;

— de créer des pouponnières, d'améliorer et développer les écoles maternelles, des cantines scolaires à prix modiques, des patronages laïques auxquels les enfants pourraient être confiés ;

— d'accorder une aide efficace aux familles nombreuses ;

— de donner aux jeunes mariés un logis pour leurs futurs enfants.

Pour encourager les Françaises au travail, il est nécessaire de relever salaires et traitements notoirement insuffisants. La possibilité doit être donnée aux femmes d'accéder à toutes les professions, à tous les échelons de l'administration, à toutes les écoles.

C'est pour toutes ces raisons que les femmes voteront OUI à la première question du referendum, parce qu'elles veulent une Assemblée constituante : et NON à la deuxième question, parce qu'elles veulent que l'Assemblée soit souveraine.

Elles ne voudraient pas, en répondant OUI à la seconde question, accepter que leurs représentants ne puissent avoir l'initiative des dépenses, c'est-à-dire ne puissent avoir l'initiative en ce qui concerne les traitements, les retraites, les pensions, les écoles, la santé publique.

Les Françaises ne veulent plus que leur pays puisse à nouveau être mené à la guerre

Et, par-dessus tout, les Françaises ne veulent pas que leur pays puisse être de nouveau mené à la guerre, qui serait mille fois plus terrible que les précédentes, avec l'emploi de la bombe atomique. Elles veulent que soit développée une politique d'amitié avec tous les Etats démocratiques, petits et grands. Car ce sont toujours les peuples qui font les frais de la guerre. Le peuple français a payé cher les erreurs et les crimes des gouvernants qui ont mené le pays à la catastrophe :

Un million de petits enfants morts de sous-alimentation, de froid ; 600.000 déportés, hommes et femmes, dont la plupart ne reverront pas la terre de France; 1.500.000 immeubles détruits ; 1.500.000 hommes retenus pendant quatre ans dans les Stalags et les Oflags.

Femmes françaises,

Unissez-vous pour porter aux responsabilités du pouvoir des hommes et des femmes de courage, décidés à ne reculer devant rien pour obtenir que quelque chose change enfin et que soit appliqué le programme du Conseil National de la Résistance, qui est le programme de la Renaissance française et auquel le Parti Communiste Français entend demeurer fidèle.

Unissez-vous pour assurer le triomphe d'une véritable démocratie, fondée sur le principe de la responsabilité du gouvernement devant les élus de la nation, qui composeront demain l'Assemblée nationale constituante souveraine.

Votez OUI à la première question et NON à la seconde.

Votez pour les listes communistes d'union républicaine et résistante.

Vive la France que nous voulons et que nous ferons *libre, forte et heureuse !*

AU VEL' D'HIV' — A JAPY

Grandioses meetings revendicatifs

des commerçants et artisans

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Aux côtés du secrétaire général du Parti Communiste prennent place *Jacques Duclos, André Marty, Marcel Cachin, Etienne Fajon, Florimond Bonte, Georges Cogniot, Raymond Bossus, Gaston Auguet, Jeannette Vermeersch, Marie-Claude Vaillant-Couturier* et *Hélène Solomon-Langevin*.

Richard, président de la Confédération, se félicite de la tenue de cette grandiose réunion, la première qui groupe un nombre aussi important de commerçants et artisans ; ils sont venus pour réclamer qu'on en finisse une fois pour toutes avec les trusts.

Car, souligne l'orateur, *quatorze mois après la libération nous constatons que ça ne va pas. On a dit que l'essentiel du programme du gouvernement était réalisé, il n'en est rien. On a, au contraire, résolument tourné le dos au programme du Conseil National de la Résistance et c'est de là que viennent toutes nos difficultés.*

Les Comités d'organisation sont plus puissants que jamais ; les commissions de confiscation ne frappent que le menu « fretin ». Les commerçants veulent, entre autres, la suppression de la bureaucratie vichyssoise et de la C.A.R.C.O., l'amélioration des marges bénéficiaires, le retour à la liberté commerciale. (Longs applaudissements.)

Le président indique que les partis politiques ont été invités et qu'ils doivent fixer clairement et nettement leur position sur tous les problèmes. Il fait connaître également que des ministres ont été convoqués, mais MM. Pleven et Lacoste n'ont même pas daigné répondre.

M. *Peyrat*, de l'Union Syndicale des Débitants de Boissons, proteste contre la survivance des multiples services de contrôle économique institués par Vichy. Il demande, par ailleurs, aux représentants des partis qui ont, à la Consultative, rejeté l'amendement qui excluait les sociétés anonymes d'un régime de faveur (amendement présenté par Jacques Duclos) s'ils peuvent expliquer leur attitude. (*Applaudissements.*)

Après, M. *Floriac*, président du Syndicat Général des Hôteliers, qui traite des garanties nécessaires à la propriété commerciale, M. *Roul*, président de la Fédération Français de l'Epicerie et de l'Alimentation, traite du problème des marges bénéficiaires.

L'orateur proteste, hautement approuvé, contre les politiques de catastrophe des ministres Pleven et Pineau. Il réclame le rajustement des marges bénéficiaires et préconise le remplacement des mandataires par des groupements d'achat. (*Applaudissements.*)

M. *Delanoé*, au nom des maîtres artisans cordonniers et bottiers de la Seine exige la répartition des matières premières par la voie des syndicats professionnels.

M. *Chenu*, président de la Chambre Syndicale des Libraires et Revendeurs de Livres, traite ensuite du problème de la C.A.R.C.O. et des Comités organisateurs du marché noir et meilleurs instruments de la domination des trusts.

Il indique aux commerçants, sous les applaudissements, que pour assurer le succès de leurs justes revendications, il est indispensable qu'ils répondent oui à la première question du referendum et non à la seconde.

M. *Joseph Denais*, de la Fédération Républicaine, prend ensuite la parole. Il parle de « dirigisme », de « visées politico-sociales », mais de ce qui intéresse commerçants et artisans point n'en est question. Sous les huées, il quitte la tribune.

M. *Lecourt*, du M.R.P., fait des phrases creuses sur la défense des commerçants, mais ne parle pas de l'attitude de ses collègues à la Consultative et au conseil municipal de Paris.

M. *Laffargue*, du Parti Radical, ainsi que *Mercier*, du Parti Socialiste, interviennent ensuite.

Jacques DUCLOS dénonce les trusts naufrageurs du petit commerce

Sous les applaudissements, la parole est donnée à *Jacques Duclos*. Au nom du Parti Communiste, il salue l'important auditoire qui prouve la volonté d'union des commerçants et artisans pour la défense et le respect de leurs droits. Avec force, il souligne que le problème central c'est celui des trusts, car ces derniers menacent l'existence des commerçants et artisans. Or, dans ce domaine, rien n'a été fait depuis un an. Qu'a-t-on fait pour appliquer le programme du C.N.R. qui prévoit notamment le retour à la nation des monopoles de fait et la confiscation des biens des traîtres ?

Jacques Duclos répond en passant à Paul Reynaud, l'homme des décrets-lois, que nous sommes pour la nationalisation des monopoles de fait afin de sauver l'artisanat et le petit commerce.

L'orateur rappelle qu'il a publiquement dénoncé que trois banques (Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Union Parisienne, Société Générale) avaient, en 1941, fondé une association financière pour le développement de l'industrie avec la société allemande I.G. Farben Industrie. En 1942, le Crédit Lyonnais entra dans l'association.

Ce sont des faits patents de haute trahison. M. Pleven le sait ; il n'a rien fait : pas de poursuites, pas de nationalisation.

Et la trahison a bien payé.

Devant l'auditoire indigné, Jacques Duclos cite les bénéfices réalisés par ces banques en quatre années.

Banque de Paris et des Pays-Bas : 132.754.000 francs.

Banque de l'Union Parisienne : 111.741.000 francs.

Société Générale : 254.172.000 francs.

Crédit Lyonnais : 392.684.000 francs.

Jacques Duclos indique alors qu'à la Consultative, au nom du groupe communiste, il avait déposé un amendement tendant à frapper durement les sociétés anonymes. Malheureusement, l'amendement a été rejeté ; on a même reproché à Jacques Duclos de se montrer trop dur pour ces sociétés.

Il cite le *Journal Officiel* du 28 juillet, page 1544, 2e colonne. On lit entre autres :

« En réalité, il y a quelque chose de très dangereux dans le discours de M. Duclos et dans une série d'interventions qui ont eu lieu au cours du débat.

« J'ai vu avec étonnement et avec crainte reparaître dans cette assemblée une sorte de conception politique qui n'est pas nouvelle, qui est au contraire bien ancienne.

« C'est tout simplement l'attachement sentimental à tout ce qui est petit contre tout ce qui est grand ; l'amour de la petite industrie, du petit artisanat, du petit commerce, du petit agriculteur, et j'ajouterai du petit fraudeur pour lequel on a, en fait, une indulgence particulière. Nous ne pouvons tout de même pas considérer que la démocratie est une sorte de défense de tout ce qui est petit contre ce qui est grand. Cela aboutirait un peu trop à avoir au Parlement un Gouvernement des petits hommes pour faire une petite politique. »

Ces paroles sont du rapporteur général du budget. Comme on le sait, c'est André Philip qui est rapporteur.

Très applaudi, Jacques Duclos montre que ce sont les hommes des trusts qui sont à la tête des Comités d'Organisation, avec lesquels il faut en finir, comme avec la C.A.R.C.O.

Il demande également la suppression de la police et du contrôle économiques, des mandataires qui ont trouvé des défenseurs, lors d'une discussion à l'Hôtel de Ville (Voir *Bulletin Municipal officiel de Paris du* 12 juillet 1945) en la personne de Joseph Denais et des représentants du M.R.P.

Il dénonce les scandales des gros intermédiaires comme pour le commerce du vin où les grossistes encaissent 2 fr. 82 alors que le détaillant ne touche que 1 fr. 58.

Jacques Duclos affirme son accord avec la défense de la propriété commerciale. Il se prononce pour une réforme générale des impôts et l'établissement d'une fiscalité démocratique. Il faut faire, en un mot, du neuf et du raisonnable.

Il demande la retraite des vieux pour les commerçants et artisans.

Répondant à une question au sujet des coopératives, Jacques Duclos montre que trop souvent des coopératives sont utilisées par le grand patronat pour réaliser des profits, ou pour s'en servir pour le marché noir.

Il indique qu'il faudra y mettre de l'ordre.

Jacques Duclos montre alors que, si les commerçants veulent que leurs revendications aboutissent, il faut que les élus ne puissent rejeter la non exécution des promesses sur un gouvernement.

Il faut donc pour cela ne pas limiter le pouvoir des élus et appelle, sous les applaudissements, les commerçants à se prononcer pour le « non » à la deuxième question du referendum.

La résolution définissant les revendications des commerçants et artisans est adoptée dans l'enthousiasme.

Nous en publierons le texte demain.

des travailleurs des Services publics

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

Ouvrant la séance, Hénaff apporte aux travailleurs des Services Publics, le soutien total de la C.G.T. et de l'Union. Et il donne tout de suite la parole aux délégués des différents partis invités à la réunion.

A M. *Moinet* (Concentration Républicaine) qui prétend qu' « *il ne veut plus entendre parler de politique* » (sauf celle des trusts) les assistants crient : « *Nos salaires ! Nos salaires !* »

Le vichyste *Dupont* (Fédération Républicaine) affirme qu'il soutiendra les demandes des agents des Services Publics. La salle accueille par des huées l'homme qui, en décembre 1941, assurait Pétain de son attachement.

André MARTY expose les moyens de revaloriser les salaires

Quand notre camarade *André Marty* prend place devant le micro, de longs applaudissements crépitent et se prolongent.

Il apporte l'accord total du Parti communiste avec les revendications des « Services Publics » et son appui pour les faire aboutir.

« *En particulier*, dit-il, *nous demandons l'annulation de l'article 78 de la loi de Finances du 31 décembre 1937 qui interdit aux collectivités locales d'attribuer à leurs agents une rémunération supérieure à celle allouée par l'Etat à ses fonctionnaires, et l'annulation des articles 20 du décret du 2 mai 38 ; 3 et 13 du décret du 12 novembre 38 qui enlèvent aux assemblées municipales et départementales et aux maires le droit de prendre toutes dispositions en matière de rémunération du personnel des collectivités secondaires.* »

André Marty souligne que ces décrets-lois ont été prolongés par la législation de Vichy et aussi par une ordonnance du... 17 mai 1945 !

Il rappelle, qu'avec l'appui de notre camarade *Billoux*, ministre de la Santé publique, les infirmières avaient obtenu que leurs traitements passent, suivant les catégories, de 39 à 48.000 francs, et de 60 à 72.000 francs. Mais les dispositions prises n'ont pas été appliquées par suite de l'opposition de M. Pleven et du préfet de la Seine.

Où prendre l'argent ?

L'orateur montre que la politique d'inflation du ministre des Finances se traduit par une hausse des prix, pour le plus grand profit des trusts.

On relève le prix de l'électricité et de tout ce que vendent les trusts, mais on refuse de mettre les salaires en harmonie avec le coût de la vie.

Le ministre des Finances prétend qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter salaires et traitements, les communistes répondent : application du programme du Conseil National de la Résistance qui prévoit la saisie des biens des traîtres et le retour à la collectivité des monopoles de fait. (*Applaudissements.*)

André Marty dénonce l'absence d'épuration notamment dans les compagnies d'électricité : Joseph Thuillier, Paul Leclerc et Bazille qui sont allés en Allemagne pendant l'occupation banqueter avec l'ennemi, sont toujours en place.

Glasser, adjoint au directeur général des travaux de Paris, collaborateur immédiat du ministre de Vichy, Borotra, déplacé d'office par la Commission d'épuration, est maintenant officier dans l'armée française.

L'ex-directeur de la Salpêtrière, Couteau, responsable de l'arrestation d'un interne qui fut fusillé, avait été révoqué sans pension par la Commission d'épuration, avec demande de transmission du dossier à la Justice. Le préfet de la Seine l'a révoqué avec pension.

Le Parti Communiste veut qu'on châtie les traîtres, en commençant par en haut.

Le Parti Communiste veut qu'on rende aux municipalités de banlieue les droits dont elles disposaient il y a soixante ans.

Pour Paris, il demande la suppression du Conseil Municipal et du Conseil général et leur remplacement par une assemblée élue au suffrage universel, ayant les mêmes pouvoirs que celle d'une petite commune, et notamment celui de fixer les salaires, traitements et pensions des employés de la ville.

Et il réclame également une organisation harmonieuse des grands services publics, qui doivent revenir à la collectivité. (*Applaudissements.*)

« *Mais*, souligne André Marty, *pour réaliser tout cela, les députés doivent avoir des pouvoirs. Cela veut dire qu'il faut répondre NON à la deuxième question.* »

Et il conclut en affirmant que les élus communistes tiendront les travailleurs au courant de leur action en les appelant à la soutenir, et qu'ils suivront la voie tracée par des hommes comme *Carriou, Le Gall, Losserand, Charles Michels, Léon Frot, Maurice Gardette*, élus communistes, fidèles au peuple jusqu'à la mort.

L'intervention d'André Marty est applaudie, avec enthousiasme et les assistants scandent : « *Oui ! Non ! Oui ! Non !* »

On entend ensuite M. *Joyeu*, du Parti Radical.

C'est alors que se produit une panne de lumière. M. le préfet de la Seine, évidemment, a toujours la ressource de faire interrompre le courant afin de saboter les réunions qui lui déplaisent !

La salle proteste vivement.

Enfin, quand après vingt minutes, la lumière réapparaît, *Paul Rivet* prend la parole au nom du Parti Socialiste. A nouveau, l'assistance scande : « Oui ! Non ! Oui ! Non ! »

Il affirme son accord avec les revendications présentées, de même que M. *Faure* (Union des Républicains de la Résistance).

Quant à M. *Fagon* (M.R.P.), il ne trouve rien à répondre aux questions qui fusent de toutes parts et finalement préfère renoncer à expliquer aux travailleurs des Services publics la position de son parti qu'il estime sans doute indéfendable.

Enfin *Lartigue*, secrétaire de la Fédération des Services publics, affirme que par leur action disciplinée et malgré le refus du président du gouvernement provisoire, les agents des Services publics obtiendront satisfaction.

« *Les assurances qu'on vous a prodiguées ce soir, il faut donner aux élus les moyens de les réaliser. La Constituante doit être entièrement souveraine. Il faut, comme le demande la C.G.T., voter NON à la deuxième question.* » (Applaudissements.)

La résolution faisant confiance aux organisations syndicales et demandant de voter OUI à la première question et NON à la deuxième est adoptée à l'unanimité et dans l'enthousiasme.

Qui a autorisé les candidatures des hitlériens ?

Le Comité local de Libération du 13e arrondissement s'est ému, dans sa réunion du 10 octobre, que la préfecture de la Seine ait accepté les candidatures des « monarchistes » qui se proclament ennemis de la République. Il a déclaré, dans une résolution, considérer le dépôt de cette liste comme une provocation.

Le C.L.L. s'est également étonné que l'on ait accepé la liste du « Parti Communiste Internationaliste », organisation dont il avait déjà réclamé, le 18 juillet, la dissolution immédiate au ministre de l'Intérieur.

Le C.L.L. se demande comment il se peut que ces gens qui, sous les Allemands, ont fait une propagande de fraternisation avec l'envahisseur, disposent de la radio, de panneaux électoraux et de préaux pour continuer leur propagande fasciste.

Il rappelle le sabotage organisé aux usines Gnome et Rhône par ces bandits et demande le retrait de la publicité qui leur est accordée.

Une délégation du C.L.L. a été reçue samedi matin par le préfet de police. Celui-ci a déclaré qu'il ne lui appartenait pas d'interdire les réunions et l'affichage des hitléro-trotskystes du « Parti Communiste Internationaliste ». Cela dépendrait du ministre de l'Intérieur, et même du Conseil

Dans ces conditions, la population du 13e arrondissement se demande qui a permis que l'on accepte ces candidatures. Qu'en pensent, ajouterons-nous, le ministre de l'Intérieur et le président du gouvernement provisoire ?

● Hier soir, au cours d'une conférence de presse, placée sous la présidence d'honneur de François Billoux ministre de la Santé publique, a été examiné le programme d'une semaine de l'enfance juive martyre.

A Romainville, en présence de Charles TILLON

4.500 personnes assistent aux obsèques de cinq patriotes

Dimanche, à Romainville, 4.500 personnes ont assisté aux obsèques de cinq patriotes fusillés par les Allemands.

Notre camarade Charles Tillon, ministre de l'Air, assistait à la cérémonie.

LU DANS LA PRESSE

La politique extérieure du gouvernement français

L'Agence **Tass**, dans sa revue de presse anglo-américaine, cite ces paroles du radio-commentateur Steele, à propos de M. Bidault :

Par diverses manœuvres, il a essayé d'obtenir que les U.S.A. et l'Angleterre prennent une position qui n'est de l'intérêt d'aucun de ces pays, mais aboutit inévitablement à les opposer à l'U.R.S.S... Le fait même que la France a réussi dans cette manœuvre suffit pour qu'on écarte la France de toutes les questions qui ne la regardent pas directement.

Libération fait suivre son article sur l'attitude de la France au Conseil de Contrôle allié de Berlin de cette note qui constitue un excellent commentaire de la citation précédente :

La politique menée par le gouvernement provisoire français mise en évidence par les représentants alliés à la commission de contrôle allié à Berlin s'opposant au plan de Potsdam risque de faire contre elle l'accord des « 3 » Grands.

La France risque de se voir évincer définitivement des discussions sur l'avenir politique et économique de l'Allemagne.

Ce sera un résultat à l'actif de plus de la politique à « coups d'épingles » et d'objections procédurières.

Projets constitutionnels

A part le M.R.P. et le Parti socialiste, quels sont donc ceux qui ont publié, ne serait-ce qu'une esquisse de leurs projets constitutionnels ?

Encore une contre-vérité criante à l'actif du M.R.P. !

André Marty a consacré, lors du Xe Congrès du Parti Communiste Français, un long rapport aux propositions communistes en matière constitutionnelle. Ce rapport a été édité en brochure. L'essentiel en a été publié maintes fois dans *l'Humanité*. Maurice Thorez a établi les dix points ci-après dans son rapport au Congrès :

1° Intégrité du pouvoir aux élus du peuple, révocables à tout instant et formant une assemblée unique ;

2° Représentation proportionnelle à toutes les élections ; droit de vote à 20 ans à tous les citoyens et citoyennes, soldats y compris ;

3° Large autonomie financière et politique aux communes et aux départements ; suppression des préfets et sous-préfets institués par Napoléon... ;

4° Garantie effective des libertés d'opinion, de conscience, d'association, de réunion, d'expression, etc... ;

5° Egalité complète des droits, sans distinction de sexe, de religion, de race ou de nationalité ;

6° L'armée républicaine soumise à l'autorité suprême de l'Assemblée Nationale;

7° Election des juges à tous les degrés... justice gratuite ;

8° Respect des lois laïques sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la séparation de l'Ecole et de l'Eglise ;

9° Droit à l'instruction pour tous les enfants du peuple ;

10° Nationalisation des monopoles de fait.

LA VIE de tous LES JOURS

LE TEMPS QU'IL FERA

Brouillards matinaux s'élevant lentement, en donnant un ciel couvert, éclaircies l'après-midi. Vent variable faible. Température maxima en légère baisse.

Se renseigner à l'O.I.D. (Prov. 61-00, Laborde 61-60).

Vin

J3, M, C, V, 1 litre

Conserves de légumes

Pour les J2, une boite de 1 kilo avec DN d'octobre, suivant l'inscription faite avec DC de juin.

Avis aux commerçants

Un décret, applicable à Paris et la région parisienne dès aujourd'hui, modifie la liste des articles soumis aux taux de 18 à 25 p. 100 (taxe de luxe).

De nouvelles cartes de tabac

Dans le courant du mois de novembre, les cartes de tabac seront renouvelées. Un ticket spécial sera remis aux porteurs de la carte de tabac en même temps que le titre d'alimentation. Le 30 novembre au plus tard, le consommateur devra s'être présenté à son débitant de tabac, avoir rempli la formule d'usage et remis son ticket spécial.

ENTREPRISE FRANÇAISE DE PRESSE 18, rue d'Enghien, Paris-10e Georges Dangon, imprimeur.